

RADIO-SILENCE

CHRONIQUE ECONOMIQUE « FINANCES – VERITES » « Thèse, antithèse, synthèse »

N°21

1) Dans l'ACTUALITE économique,

Dans l'actualité économique générale,

Les grèves chez la RATP apparaissent pour ce qu'elles sont : des sacrifices imposés à la population francilienne dans le cadre du culte voué à l'idéologie de « La LUTTE des CLASSES ». Notons que ces sacrifices rituels sont imposés régulièrement, comme autrefois les médecins imposaient à Louis XIV de multiples saignées qu'il supportait stoïquement comme des remèdes inéluctables... Cela me rappelle bien des choses. Il y a quand même une probabilité que ladite population cesse un beau matin de cultiver le flegme requis... Pourquoi la RATP ne ferme-t-elle pas les stations au lieu de laisser une quantité d'usagers (pas clients !) s'agglutiner sur les quais ? La direction serait-elle complice des syndicats et faciliterait-elle sciemment leur action d'emmerdement public, au mépris de sa responsabilité civile et pénale grave ?

Mon Grand-Père fut administrateur de la RATP. Ce qui m'imposa le devoir dans les années quatre-vingt, si je me rappelle bien, d'écrire à la direction de la manière la plus ferme pour réclamer la fin d'une stupide campagne de publicité qui incitait les « jeunes » à ne pas payer leurs billets : « Si tu payes le prix, t'as rien compris » ! C'était le slogan ahurissant qui s'étalait partout. Il faut dire que sauter les barrières des accès aux quais était devenu un sport olympique après 1981. En 1963, j'empruntais quotidiennement le métropolitain pour me rendre à mon premier travail. Il y avait à chaque station une guérite vitrée verte et blanche, plus ou moins grande, sur chacun des deux quais, suivant l'importance de la station, avec au moins le Chef de Station d'un côté et son sous-chef de l'autre qui se parlaient en criant d'un quai à l'autre. Aux deux entrées minimum de la station, il y avait un poinçonneur, souvent fort gai et très « commercial » qui disait un mot à chaque connaissance. Des employés d'entretien attachés à la station faisaient leur travail. Il y avait donc au moins 6 à 8 personnes dans chaque petite station, employées par la RATP. Dans chaque rame un ou deux contrôleurs faisaient leur travail dans le respect général. De nos jours, il n'y a souvent plus personne ni sur les quais ni dans les rames ! Des barrières, des grilles, des portes empruntées au zoo qui me font repenser au « Zoo humain » de Desmond MORRIS, les caméras, remplacent malheureusement les personnels.

Alors, dans cette situation, où est la justification des grèves de personnels inexistantes ? Où est passée la justification collectiviste de la lutte des classes ? Bientôt les métros, à l'instar du VAL d'Orly, seront conduits par des robots. Je n'y vois plus que le sacrifice imposé par des syndicats politisés qui veulent garder leur monopole de leur factice représentation et les rentes afférentes. Ces grèves à répétition, dont les canaux télévisés nous rabattent les oreilles jusque dans les Landes où nous n'en n'avons rigoureusement rien à faire au milieu des chevreuils et des sangliers, des ragondins et des Hérons, des pigeons, des colombes, et autres palombes, répètent inlassablement la fin d'un régime absurde hérité du bolchevisme, lui-même héritier de la révolution française, comme tous les régimes totalitaires de la planète l'ont avoué.

Dans l'actualité économique monétaire,

Je vois ce matin, dans « Les ECHOS », citer une dépêche de l'AFP, spécialiste très connu de la désinformation, qui titre : « L'Euro en légère hausse face au dollar, malgré des indices économiques favorables ». Il s'agit de l'éternelle confusion entretenue entre monnaie et économie. Dès que vous entendez des explications économiques à une situation monétaire, n'allez pas plus loin, tournez la page, oubliez. C'est forcément de la désinformation. A l'heure actuelle, comme en 1929, nous sommes dans une crise provoquée par un malthusianisme monétaire raréfiant volontairement les liquidités afin d'en réfugier la création dans le sein bancaire : la monnaie-crédit doit dominer et la monnaie gratuite d'Etat doit disparaître, tel est le dogme actuel, instrument de l'avènement du gouvernement mondial. Le manque de liquidités en dollars US vrais fonde, au contraire de la désinformation, la certitude de la remontée de son cours, tandis que la BCE émet à tour de bras des quantités superfétatoires de signes monétaires inutiles. Les USA rigolent comme avec BOEING contre AIRBUS... Toujours, dans le domaine monétaire, ils nous dament les pions avec maestria ! Cela continue...

2) Mon CONSEIL patrimonial du jour

Patience et longueur de temps font plus que force ni que rage... La FONTAINE fut sans doute le meilleur « Conseiller Financier » de l'histoire, indirectement certes, mais bien réellement, avec ses morales si parfaitement ajustées et même aiguisées.

Il n'y a plus qu'à attendre le résultat pour Pâques de toutes nos dispositions précédentes.

Quant à l'Euro, la confiance, qu'il n'a jamais eue, est encore moins justifiée que jamais avec les risques graves de disparition qui pèsent sur cette monnaie de singe du fait des faillites publiques déclarées ou larvées chez les Douze Pays de l'Euroland, telle la France, la Grèce, comme avec l'extérieur : la France et son déficit extérieur abyssal par exemple. Je me rappelle cette image de parc d'attraction que j'ai employée au début de la mise en place de l'« euro-bandit masqué » comme je l'ai qualifié dans un article de presse de 1998. Tout il était beau, radieux, bénéfique... Les promesses à l'entrée, bien sûr gratuite, étaient alléchantes. Seuls des rabat-joie comme moi voulaient empêcher les gogos d'entrer dans ce parc d'attraction dangereux, lesquels me méprisaient ou m'insultaient. La populace, comme Pinocchio, suivait les escrocs le sourire aux lèvres, les yeux éblouis de leurs promesses qui n'engageaient pourtant qu'elle-même, comme on sait. Tout le monde voit maintenant la réalité : le Diable a réussi à faire passer le désert pour une oasis verdoyante et riche, dans un mirage totalitaire gigantesque. La ruine est là ! Comme prévu... Et le travail d'esclave est dur pour ressortir du parc.

3) Mon HISTOIRE de la MONNAIE ***ERRARE HUMANUM EST, PERSEVERARE DIABOLICUM***

Chapitre 21

L'HONNEUR de la FRANCE

1992 : Devant mes étudiants, j'évoque, avec sous les yeux l'étude de Monsieur CORNU, Inspecteur Général Honoraire, parue dans le Bulletin mensuel de la Banque de France, l'histoire de la restitution, alors d'actualité, de l'Or des Etats Baltes.

2006 : Le Secrétariat Général de la Banque de France, Sous-Secrétariat du Conseil général et du Conseil de la Politique monétaire, me fait parvenir à ma demande le 27 Octobre 2006, de son service des archives, aux bons soins de son responsable Mr Fabrice RIEUZE, les copies des correspondances et télégrammes échangés de 1940 à 1941 à l'appui de la copie de l'étude citée ci-dessus. Je dispose dès lors de tous les originaux, de même que des copies des instructions données par le gouvernement de Vichy à la Banque de France dans le cadre de l'armistice.

Je vais donc ici reproduire, encadrés par l'étude de Monsieur Cornu, l'ensemble de ces correspondances du plus haut intérêt historique comme l'apprécièrent fortement mes étudiants de 1992 et je l'espère mes auditeurs de 2010 de Radio-Silence.org sur internet.

« La Banque de France a été la seule Banque Centrale d'Europe à résister, pendant plus de cinquante ans, à de nombreuses demandes et pressions tendant à prendre possession de l'Or qui lui avait été confié par les Etats Baltes. La Banque a montré à cette occasion une grande indépendance et une totale loyauté à l'égard de ses déposants » résume ainsi Mr Jacques de Larosière, Gouverneur, en 1992.

Mr CORNU raconte que *« dès le début des années trente, la banque de France est en relations fréquentes avec les Banques Centrales de deux Etats Baltes : LIETUVOS BANKAS, Kaunas (Lithuanie) et LATVIJAS BANKA, Riga (Lettonie), auxquelles elle achète et vend de l'Or en lingots et pour le compte desquelles elle conserve, quand elles le désirent, cet Or sous dossiers à leurs noms.*

Au moment de la déclaration de guerre, les avoirs des Etats Baltes chez la BDF s'élevaient à :

- Banque de Lettonie : 80 lingots d'un poids d'Or fin total de 999, 9519 Kg

- Banque de Lithuanie : 182 Lingots et un paquet de Peuilles (chutes de métal) d'un total d'Or fin de 2.246,5218 Kg.

Le Pacte germano-soviétique, signé le 23 Août 1939, attribue l'Estonie et la Lettonie à l'URSS et la Lithuanie à l'Allemagne. Le 28 Septembre, après la capitulation de la Pologne, l'accord est modifié et la Lithuanie est placée dans l'orbite soviétique. Le même jour, un Traité d'assistance mutuelle est imposé à l'Estonie ; des Conventions de même nature le sont le 5 Octobre à la Lettonie, et le 11 Octobre à la Lithuanie. L'occupation militaire suit d'assez près et devient totale en Juin 1940. L'annexion pure et simple intervient les 3 et 6 Août 1940. Ces événements n'allaient pas tarder à exercer une action sur les dépôts d'Or des Banques Centrales. »

Le Ministre des Finances, Mr Y. BOUTHILLIER, via sa Direction du Mouvement Général des Fonds, adressait, de Vichy, par lettre du 31 Août 1940, les instructions suivantes à Monsieur le Gouverneur de la Banque de France alors à Chatel-Guyon :

« Monsieur le Gouverneur,

Par lettre en date du 7 Août 1940, vous avez bien voulu me consulter sur la suite à réserver à diverses demandes qui vous ont été présentées par des Banques d'émission ou organismes étrangers en vue du retrait ou du transfert à d'autres comptes, de certaines quantités d'Or en dépôt à la BDF.

- 1) La banque de LITHUANIE (1) demande le transfert de son compte à celui de la Banque d'Etat de l'URSS à Moscou. J'ai consulté sur ce point, mon collègue des affaires étrangères et vous serais obligé de **surseoir** à l'opération jusqu'à nouvel ordre (2).*
- 2) La Banque Nationale du Royaume de Yougoslavie a demandé le transfert vers la Federal Reserve Bank of New-York, je suis d'accord...*
- 3) La Banque de Pologne, par télégramme de Londres daté du 2 Août, vous a demandé de prélever sur son dépôt, 200 Kgs d'Or à mettre à la disposition de la Banque de Bulgarie. Je ne puis que vous confirmer, sur ce point, les termes de ma lettre du 8 Août et vous prier de **refuser l'opération**.*
- 4) La Banque de Roumanie, en exécution d'une Convention passée le 1^{er} Novembre 1939 avec la Banque de France et la Banque de Paris et des Pays-Bas, demande la mise sous son dossier de 10.800.000 Francs d'Or, à prélever sur le Fonds de Stabilisation, compte « T ». **Je n'estime pas opportun, dans les circonstances actuelles, de donner suite**.*
- 5) B.R.I. : La Commission Européenne du Danube, Galatz et la Commission Internationale du Danube à Belgrade, demandent le transfert au compte de la B.R.I., de 12,3258 et 64,0411 Kgs d'Or à prélever respectivement sur leurs dépôts à la BDF. **Cette opération me paraît devoir être provisoirement réservée.***

Ce même 31 Août 1940, la GOSBANK (Banque d'Etat de l'URSS) télégraphiait de Moscou :

*« Répétons notre dépêche 13 Juillet « Recevrez de LIETUVOS BANKA réponse Kaunas ordre télégraphique transférer notre dite position Or en barre 2.219,741 purs STOP **Cet or acheté par nous à LIETUVOS BANKA**. Veuillez placer **notre dépôt** chez vous - télégraphiez - le même notre 20 Juillet – notre dépêche concernant Or – votre réponse manque – étant sans réponse prière télégraphier exécution ». Télégramme téléphoné à Vichy le 31/8/40 à 10 h 15.*

Mr Jacques RUEFF, alors Sous-Gouverneur de la BDF, annotait la lettre le 5 Septembre 1940 dans le sens voulu, pour exécution des services.

Mr Jacques RUEFF, devenu Gouverneur de la BDF, télégraphiait le 12 Septembre 1940 à la Banque de Lithuanie qu'il sursoyait dans l'attente de la décision du Gouvernement.

Le 14 Septembre 1940, la BDF recevait à VICHY le télégramme chiffré suivant de Moscou via Radio-Suisse, antidaté du 13 Juillet 1940 :

*« Vous télégraphiâtes comme suit « Recevrez de LIETUVOS BANKAS KAUNAS ordre télégraphique transférer notre disposition Or en barres poids 2.219,741 Kgs pur STOP **Cet or acheté par nous** veuillez placer notre dépôt chez vous STOP Télégraphiez exécution ». 27 Août ; Répétâmes contenu cette dépêche encore une fois télégraphiquement STOP Comme votre représentant BASAMYKINE nous informe votre Secrétaire général lui déclara que ces dépêches non reçues de nous mais réponse, à ce sujet, direction donnera 14 Septembre STOP Insistons exécution urgente placement quantité susmentionnée Or notre dépôt chez vous. Confirmez télégraphiquement exécution. Signé : GOSBANK URSS ».*

Ce même télégramme fut répété en Anglais ce même jour. Comme on le voit la Banque d'Etat de l'URSS a tenté de faire virer cet Or lithuanien par des ordres qu'elle s'autorisait à donner à la Banque de France en lieu et place du vrai titulaire du compte mais annonçant pour bientôt que des ordres du titulaire viendraient prochainement, sous-entendu sous sa pression...

Effectivement, le 18 Septembre, un télégramme arriva à Vichy :

« Mettez disposition Banque d'Etat de l'URSS Moscou notre dépôt entier d'Or soit 80 lingots d'un poids brut de 1003710.10 grammes, poids fin 99951.9 grammes. Télégraphiez exécution Banque d'Etat URSS Moscou et nous STOP Or vendu Banque d'Etat de l'URSS STOP Chiffrons poids fin. Signé LATVIJAS BANKA ».

Moscou se fendit même d'un autre télégramme direct pour appuyer cet ordre évidemment dicté par la force !

Le 8 Novembre 1940, la BDF recevait à Chamalières un télégramme de Kaunas daté du 6 Novembre, en anglais :

« Fermez notre compte chez vous et **transférez le solde au compte de la Banque d'Etat de l'URSS à MOSCOU chez la Société Générale à Paris** STOP Veuillez transférer aussi de la même manière au compte de la Banque d'Etat de l'URSS à Moscou toutes les sommes venant par la suite à notre compte chez vous STOP Toutes les sommes en suspens pour crédits ouverts restent chez vous pendant l'exécution des conditions de crédit et après expiration ou après exécution. Veuillez transférer tous les soldes existants de la même manière au compte de la Banque d'Etat URSS STOP Aidez-nous par câble de la fermeture du compte et des sommes transférées et informez le bénéficiaire par câble ».

On voit que Moscou prévoit tout... Et que la Sté Générale est considérée comme plus sûre par Moscou que la BDF !

Le 7 Juillet 1941, le Président de la « Délégation française pour les affaires économiques », Mr BREART DE BOISANGER (3) écrivait la lettre suivante à Monsieur HEMMEN, Ministre plénipotentiaire, Président de la Délégation Allemande d'Armistice pour l'économie :

« Monsieur le Ministre,

Par lettre du 26 Juin, vous avez bien voulu me demander de prendre les mesures propres à empêcher l'Union soviétique de disposer de quelque manière que ce soit de l'Or des anciennes banques de Lithuanie et de Lettonie, déposé à la banque de France.

J'ai l'honneur de vous confirmer ci-après les indications qui ont été déjà fournies verbalement par la Délégation française au cours de la séance du 25 Juin...

... Les négociations commerciales n'ayant pas été conclues ni même engagées avant la rupture des relations diplomatiques entre la France (Gvt de Vichy) et l'URSS... Il n'y a donc actuellement aucun engagement du Gouvernement français vis-à-vis du Gouvernement soviétique quant à l'Or des banques de Lettonie et de Lithuanie, dont la situation reste la même qu'auparavant ».

Le 25 Novembre 1941, le Secrétaire Général de la BDF Mr R. FAIVRE-GILLY, accusait réception depuis Vichy au Directeur JOST du télégramme qu'il transmettait aussitôt au siège social de Chamalières, et qui se révélera pour la suite de la plus haute importance historique :

« à BDF – VICHY : annulons toutes instructions données au nom Latvijās Banka 14 Septembre 40 et ultérieurement après occupation Lettonie par bolchevistes concernant transfert dépôt Or au compte Banque Etat Moscou, lesquelles instructions à considérer annulées dès moment leur intimation parce que signées manière forcée d'ordre Moscou et organes pouvoir bolcheviste STOP prière noter que signatures directeur général K. VANAKS directeur E. Ozolins ainsi que directeur général K. Zandersons dernier nommé pendant période bolcheviste annulées parce que premiers deux Messieurs arrêtés par bolchevistes et déportés Russie mais dernier parti pour Russie propre gré STOP prière confirmer télégraphiquement réception ces instructions STOP chiffres Novembre 17. Signés : p/LATVIJAS BANKA : J. Stalbovs et K. Vilders ».

Un extrait du Rapport de la B.R.I. (Banque des Règlements Internationaux) daté du 1^{er} au 30 Novembre 1941 fait état de deux télégrammes reçues des deux banques centrales baltes concernées par les ordres de Juillet 1940 et souligne leur non exécution depuis.

Une note récapitulative de la BDF datée du 13 Décembre 1945 rappelle notamment :

« Le propriétaire légitime de chacun des dépôts restant, du fait des circonstances, indéterminé, la Banque ne pouvait que laisser les choses en l'état (NDLR : mesure conservatoire logique)... Les avoirs de toutes natures détenus par la BDF ou le Fonds de Stabilisation des changes pour le compte des Gouvernements de Pologne, de Belgique et plus généralement des banques nationales des pays occupés par l'Allemagne furent

l'objet d'un blocage absolu durant la période. Aucune demande ultérieure à 1941 ne fut formulée à la Banque et l'Or matériellement évacué à Kayes (4) pendant la guerre est maintenant de nouveau à Paris ».

L'URSS a donc essayé DE FACTO de pousser le GVT français à la faute : reconnaître son annexion des Etats baltes rien qu'en obéissant, c'était si facile, à la livraison de ces deux petites quantités d'Or.

Lors de la visite du Général CATROUX au début de décembre 1945, il exhiba la nécessité pour la France de parler des avoirs français dans les territoires récemment incorporés à l'URSS en contrepartie de la demande à nouveau formulée de remettre l'Or Balte à la Banque d'Etat. Les Russes « oublièrent », en apparence, jusqu'au 12 Juin 1948. Un télégramme de la banque d'Etat fait à nouveau référence à ce gros mensonge du soi-disant rachat par l'URSS de l'Or balte et que les ordres non exécutés « cause temps de guerre » doivent l'être dorénavant ! La GOSBANK envoie télégramme sur télégramme les 2, puis 13 Juillet, 24 Août et 13 Septembre 1948 auxquels des réponses d'attente ont à chaque fois été faites ! Le 4 Novembre, de guerre lasse la BDF télégraphie : « Notre gvt nous a informé que position définie négociations 1945 demeurerait sans changement » !

Une tentative vicieuse eut lieu en 1969 qui essayait de demander à la BDF d'utiliser l'Or détenu des Etats Baltes pour indemniser les citoyens français spoliés dans ces Pays. Cela eut équivalu à reconnaître indirectement l'annexion des Etats Baltes ! Nouveau refus de la BDF...

Le mérite de la BDF s'est appuyé sur celui du gouvernement politique de l'Etat Français de Vichy qui a imposé la nécessité de voir reconnu par la France la perte de souveraineté des Etats Baltes et des autres comme condition préalable. L'Etat Français a eu là un énorme mérite car le droit international reconnaissait jusqu'à la guerre 1914-18 que la « Debellatio » ou subjugation par les armes faisait que l'Etat vaincu et absorbé cessait d'exister. Les demandes de l'URSS ne faisait donc que s'appuyer sur ce droit du plus fort qui fut amendé par le Pacte de Paris dit BRIAND-KELLOG en 1928, puis par la Charte des Nations-Unies en 1945 et en dernier lieu par la Conférence d'Helsinki en 1975 qui n'a pourtant rien effacé du passé ! L'URSS n'a pas cessé de s'appuyer sur le Statu Quo, refusé par la seule France et sa Banque Centrale !...

Certains Pays européens ont reconnu DE FACTO la situation en vertu de ce faux principe selon lequel : « Le temps efface l'illégalité et valide l'effectivité » comme la Suède en 1964, les Pays-Bas en 1967, la Grande-Bretagne en 1968 et obéit à l'URSS. Ce faux principe continue à donner faussement raison à la République française qui utilise les lois de Napoléon 1er validant les vols de la Révolution pour valider tous les recels, les ventes et les achats de biens volés... Les titres de propriétés républicains ne valent donc rien du tout ! Ce qui ôte beaucoup de valeur aux relatives bonnes démarches de la république et en rend au contraire immensément à l'Etat Français du Maréchal Pétain et à notre Banque de France traditionnelle aujourd'hui quasiment détruite par l'EUROLAND allemand. Nul doute que Berlin savoure sa revanche actuelle...

Silence... Les fréquences radio-télévisées ne doivent pas véhiculer en 2009-2010, l'idée que l'Honneur de la France doit être défendu et qu'il le fut par le Gouvernement du Maréchal Pétain, l'aplatissement est la règle, couché en direction de Berlin et Francfort. En 2009, la Banque de France, depuis 30 ans, couvre, cautionne, avalise et maintenant codifie, ce qui est inacceptable, l'escroquerie bancaire. Depuis que notre glorieuse BCN est devenue la succursale de la BCE de droit allemand, l'honneur de la France est écrasé sous la botte germano-prussienne. Les « Chèques de Banque », en France, ressemblent maintenant à la monnaie de singe de l'Euroland allemand, elle est bien la fille de ses Parents ; née de son Père : l'Abus de confiance et de sa Mère : l'escroquerie. Quelle honte !

Nous verrons dans notre prochaine chronique dans son chapitre sur l'histoire de la monnaie comment on en est arrivé à inventer l'anti-monnaie pour alimenter la pyramide de la monnaie-crédit fin 2008...

- 1) *Ici orthographiée correctement alors que depuis les années 80 on trouve souvent ce Pays nommé sans le H.*
- 2) *Bon point pour le gouvernement de Vichy !*
- 3) *Wikipédia : Yves Bréart de Boisanger (8 septembre 1896 - 10 octobre 1976) était gouverneur de la Banque de France sous le régime de Vichy. Yves Bréart de Boisanger a remplacé le 31 août 1940, M. Pierre Fournier, dont les relations avec Yves Bouthillier, Ministre des finances du régime de Vichy n'ont jamais été bonnes. Yves Bréart de Boisanger fut auparavant premier sous-gouverneur, inspecteur des finances et ancien directeur général des Contributions indirectes. M. de Boisanger fut aussi membre de la Délégation française auprès de la commission allemande d'armistice présidée par le général Huntziger. Ce dernier ne se sentant sans doute ni qualifié pour, ni même désireux de continuer à mener la délégation spéciale française pour les questions économiques, il désignera le 12 septembre 1940, M. de Boisanger pour la présider, celui-ci n'étant pas nommé es-qualités, mais bien à titre personnel. Au cours de son mandat, malgré les ordres donnés par Laval, la Banque de France tentera de retarder la livraison au régime nazi des 220 tonnes d'or confiées par la Banque nationale de Belgique et entreposés au Sénégal avec l'or de la*

Banque de Pologne et celui de la Banque de France. La lenteur des opérations de convoyage et leurs interruptions permettra de préserver le stock restant à l'arrivée des alliés dans l'A.O.F. Malgré la réquisition par les nazis de cet or, la Banque de France ne cessera de se reconnaître débitrice de la Banque nationale de Belgique et refusera l'indemnisation en Reichsmarks par Berlin. A la Libération, le général de Gaulle remplaça Boisanger par Emmanuel Monick.

4) *Ancienne capitale de la Haute Région du Sénégal, MALI.*